



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 20 août 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TERRES CUITES DES RAIRIES**

Route de Fougeré  
49430 Les Rairies

Références : 2024-242\_INSP\_RAP\_AS\_TCR (Jaunières)-Durtal

Code AIOT : 0006304573

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement TERRES CUITES DES RAIRIES implanté Les Jaunières 49430 Durtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRES CUITES DES RAIRIES
- Les Jaunières 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006304573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière d'argiles qui approvisionne l'usine de TERRES CUITES DES RAIRIES

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 4.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Suivi du	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	patrimoine naturel	26/04/2022, article 3.4.2 et 3.4.4	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements et conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article Titre 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des demandes de justificatifs sont demandés en particulier sur l'admission des déchets inertes destinés au remblaiement des excavations notamment en raison de la faible activité de la carrière qui ne dispose pas de personnel d'exploitation à demeure mais également d'une problématique peu prise en compte jusqu'à ce jour. Pendant l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir programmé un stage d'études (niveau ingénieur en environnement) afin de l'accompagner pour améliorer sa situation

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagements et conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article Titre 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements et conduite de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée</b> – Aménagements de la carrière
<p><b>Constats</b> – La particularité de cette carrière est de partager le gisement avec la société WIENERBERGER qui l'exploite son propre gisement à la même adresse. Les deux installations sont mitoyennes par les côtés Ouest et Sud avec un portail commun qui permet aux véhicules quittant le site de TERRES CUITES DES RAIRES de bénéficier, si nécessaire, de l'installation de lavage de roues de WIENERBERGER avant de rejoindre RD 37.</p> <p>Le périmètre de la carrière est intégralement clôturé (contrairement au constat précédent) (<b>art. 4.1.5</b>) et les façades Est et Nord, non communes avec la carrière de la société WIENERBERGER, disposent d'une signalétique d'interdiction d'accès et d'information du public (<b>art. 4.1.1</b>). Le portail d'accès principal, en façade Nord, est équipé d'une pancarte qui recueille l'ensemble des renseignements d'identification de l'installation comme de l'exploitant (exploitant, adresse, coordonnées, référence AP... ainsi que le signallement de dangers).</p> <p>Les véhicules circulent sur une piste unique qui traverse le site selon un axe Nord-Sud, de l'entrée principale à l'accès de la carrière WIENERBERGER en desservant la zone d'extractions qui progresse vers l'Est, les stocks en attente d'enlèvement et l'étang créé par les anciennes extractions à l'Ouest (<b>art. 4.2.3</b>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Enquête annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Enquête et rapport d'activité annuel

<p><b>Prescription contrôlée</b> – Avant le 31 mars de chaque année, pour ce qui concerne l'année précédente, l'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p> <p>A cet effet, l'exploitant renseigne les informations sur le site internet de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.</p>
<p><b>Constats</b> – La consultation de la base de données nationale GEREPE livre les informations suivantes relatives aux extractions et au gisement restant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 6 360 t/2020</li> <li>➤ 8 100 t/2022 → restant disponible 172 000 t.</li> </ul> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter la base de données GEREPE et notamment les années 2021 et 2023 et de veiller à la renseigner tous les ans à la date du 31/03 pour l'année n-1.</b></p>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

### N° 3 : Plans

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.1
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, Plans de bornages et exploitation
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.</p> <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement [...]</p>
<b>Constats</b> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le plan à jour détaillant toutes les informations prévues à l'article 2.3.1 référencé.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

### N° 4 : Admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 4.2.7
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Conditions d'admission et de contrôles des entrants
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Cet article fixe les conditions d'admission et de contrôle des déchets inertes venant de l'extérieur visant à remblayer partiellement la carrière dans le cadre d'un réaménagement à l'avancement</p>
<p><b>Constats</b> – Ce point de contrôle livre les mêmes constats que ceux faits le même jour à l'occasion de la visite de la carrière de « Bellegarde » également exploitée par la société TERRES CUITES DES RAIRES. Afin compléter les demandes déjà faites, la présentation de ce point de contrôle diffère de celle proposée à la suite de la visite de la carrière de « Bellegarde » réalisée le même jour également à Durtal et exploitée par les TERRES CUITES DES RAIRES.</p> <p>La carrière étant en activité uniquement pendant une courte campagne annuelle d'extractions et ne disposant d'aucun local sur place, la partie documentaire relative à la gestion des déchets inertes n'a pu être vérifiée le jour de la visite, ce qui amène l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant de produire les justificatifs relatifs à leur gestion :</p>

**Au titre de l'article 4.2.7 :**

- d'apposer un panneau à l'entrée du site spécifiant la liste des déchets admis (art. 4.2.7) ;
- de justifier que les apports ont fait l'objet d'un tri préalable à leur arrivée ;
- de justifier la provenance des apports (40 km autour du site) ;
- de transmettre la procédure de contrôle des entrants ;
- de justifier l'optimisation du transport en double frêt.

**Au titre de l'article 4.2.7.3 :**

- la formation des personnels à la gestion de l'acceptation des déchets inertes ;
- transmettre la procédure d'acceptation préalable, un exemplaire de DAP ainsi que la copie du registre de suivi des admissions du mois de juin 2024 ;
- les éléments de vérification qui montrent que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés (consultation du site GEORISQUES, des bases de données BASOL, BASIAS, des fiches SIS... ;
- les éléments de vérification qui montrent que les déchets relevant des codes 17 05 04 ont fait l'objet d'un test d'absence de goudron et d'amiante.

**Au titre de l'article 4.2.7.5 :**

- la procédure qui présente l'obligation de présence de l'exploitant lors de la réception des déchets ;
- la vérification et la validation des documents liés aux chargements entrants.

**Au titre de l'article 4.2.7.5 :**

- la copie du registre des déchets inertes du mois de juin 2024.

Même si aucun chargement de déchets inertes entrants ne s'est présenté lors de la visite, la gestion des déchets inertes provenant de l'extérieur est identique à celle appliquée sur la carrière de « Bellegarde » avec les lacunes identifiées sur cette carrière.

**L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a pris la mesure de la fragilité de ses pratiques puisqu'il a recruté un stagiaire (école d'ingénieur, spécialité environnement) qui viendra renforcer son dispositif de suivi à partir de la rentrée.**

**Cette prise en compte va dans le sens de la demande de l'inspection des installations classées d'investiguer les possibilités de renforcer les contrôles de la qualité et de la traçabilité des déchets entrants les plus sensibles ceux notamment codifiés 17 05 04 et 20 02 02.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Surveillance environnementale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance environnementale

**Prescription contrôlée** – L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

**Constats** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le document de synthèse de la surveillance de la carrière des « Jaunières » des années 2023 et 2024 (pour les contrôles déjà réalisés).

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Suivi du patrimoine naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 3.4.2 et 3.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Biodiversité
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Art 3.4.2 – Le bassin d'exploitation du site qui permet l'accumulation d'eaux pluviales en fond de fouille et constitue un milieu attractif pour 2 espèces d'amphibiens (la reinette verte et la grenouille verte). Ce bassin est conservé en état dans le cadre de la poursuite de l'exploitation du site afin de ne pas perturber ces espèces et permettre le développement d'une végétation hygrophile sur ses berges.</p> <p>Art. 3.4.4 – Un suivi naturaliste du site est réalisé [...] avant chaque période de défrichement comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le suivi de la bonne application des mesures ERC et la sensibilisation du personnel du site aux enjeux environnementaux ;</li> <li>➤ La réalisation d'un bilan sur l'application et le maintien des mesures prévues et sur la définition de mesures correctives éventuelles. Un bilan naturaliste sur la préservation des espèces à enjeux et leur évolution à l'échelle locale est également réalisé.</li> </ul> <p>Les rapports des suivis annuels (incluant les éventuelles préconisations) réalisés sont transmis à la Direction Départementale des Territoires du Maine-et-Loire et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats</b> – L'exploitant indique conserver un ancien bassin d'extractions (résultant de l'exploitation de la société JOSSE) en raison des intérêts biodiversité qu'il abrite (présence de deux espèces d'amphibiens – reinette verte et grenouille verte). Cet étang, situé en bordure immédiate de la piste, ne dispose d'aucune protection physique d'isolement en dehors d'une signalétique de risque de noyade.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de renforcer la protection de cette zone d'intérêt naturel afin de mieux l'isoler de la piste toute proche.</b></p> <p>Cette zone de conservation comme le défrichement des terrains à exploiter entrant dans le périmètre du suivi naturaliste prévu par l'art. 3.4.4, <b>l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le compte-rendu du suivi naturaliste de ces deux zones d'intérêts.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois